



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des enquêtes publiques et des
installations classées

jpr/ha/320

Arrêté du 22 novembre 2023 portant prescriptions complémentaires à la société BBC Cellpack Packaging

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L121-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées à la société CFS une unité de façonnage du papier à Illfurth,

VU l'arrêté ministériel du 02 février 98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007,

VU la visite d'inspection du site du 10 mai 2023,

VU le rapport du 19 juillet 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

VU le courriel de l'exploitant du 7/09/23 durant la phase contradictoire ;

Considérant que la rétention extérieure (cf. Annexe) est exposée aux intempéries (non couverte),

Considérant que des fûts et des GRV souillés sont stockés dans cette rétention en attente d'enlèvement (déchets),

Considérant que les eaux de ruissellement sont potentiellement polluées par lessivage de la rétention et de son contenu,

Considérant que lors de l'inspection du 10 mai 2023, l'exploitant a indiqué vidanger la rétention (extérieure) systématiquement dans le milieu (zone enherbée située à côté de la rétention) sans vérifier au préalable que les eaux ne sont pas polluées,

Considérant que l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé prévoit que « les déchets et résidus produits doivent être stockés, [...], dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution » et que ces stockages temporaires sont « si possible » protégés des eaux météoriques,

Considérant que les constats réalisés lors de la visite du 10 mai 2023 relève que les conditions actuelles de stockage des déchets présentent un risque de pollution,

Considérant de plus qu'il n'y a pas d'impossibilité technique à couvrir la rétention,

Considérant donc qu'afin d'éviter le ruissellement des eaux météoriques dans la rétention, il y a lieu de mettre en place une protection contre les intempéries,

Considérant qu'il convient de faire cesser la pratique de rejeter des eaux susceptibles d'être polluées dans le milieu sans traitement préalable, en l'interdisant par une prescription adaptée,

Considérant que cette pratique peut être la cause d'une pollution des sols et de la nappe,

Considérant donc qu'il y a lieu de faire réaliser des analyses et un diagnostic du sol et de la nappe,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging), dont le siège social est 20 rue Burnkirch – BP29 – 68720 ILLFURTH, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Le rejet direct (sans contrôle et sans traitement adapté) dans le milieu des eaux de ruissellement de la rétention extérieure est interdit.

Article 3 : **Dans un délai de 1 mois**, l'exploitant met en place sur la rétention extérieure une protection contre les intempéries.

Article 4 : **Dans un délai de 3 mois**, l'exploitant transmettra une étude de sol de la zone concernée par le déversement des vidanges de la rétention extérieure. Ce diagnostic, basé sur des analyses des paramètres représentatifs des produits stockés dans la rétention, permettra d'établir une stratégie de dépollution, le cas échéant.

Dans l'hypothèse où une pollution aurait atteint la nappe phréatique, l'exploitant proposera

des moyens de surveillance et de traitement d'un éventuel panache dans les eaux souterraines.

Article 5 :

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie d'Illfurth pour y être consultée. Un extrait est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Illfurth. Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Délais et voies de recours (article R.181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ilfurth et le directeur de la DREAL- Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Colmar le 22 novembre 2023

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

ANNEXE Situation de la rétention à l'arrière du site

